

Berne renonce à prendre des mesures contre Washington

GUERRE COMMERCIALE De retour de la capitale américaine, la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, a assuré devant la presse vouloir continuer de négocier avec Donald Trump. Depuis hier, les entreprises suisses exportant aux Etats-Unis subissent des droits de douane de 39%

FANNY SCUDERI, BERNE

«La situation est difficile» et le résultat des négociations «une déception», un «coup de masse»: le bilan dressé par les conseillers fédéraux Karin Keller-Sutter et Guy Parmelin hier est sombre. C'est la première fois que des ministres évoquent devant la presse les taxes douanières de 39% imposées à la Suisse par le président américain, Donald Trump.

«Le Conseil fédéral a une pensée particulière pour les cantons de Suisse occidentale frappés de plein fouet, qui assurent une part importante des exportations suisses pour les Etats-Unis», a commencé la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter. Le déplacement éclair des deux ministres à Washington a échoué à infléchir Donald Trump, qu'ils n'ont pas rencontré. «Il était clair aux yeux du Conseil fédéral qu'il ne changerait pas d'avis dans un délai court», a-t-elle expliqué. Elle précise que le but du voyage était d'échanger avec les personnes clés de ce dossier. Ils se sont adressés au secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, car il se trouve être le responsable des relations bilatérales entre la Suisse et les Etats-Unis.

Sans succès. Pour autant, face à ces taxes punitives, le Conseil

fédéral n'envisage pas de prendre de contre-mesures. Le gouvernement estime qu'elles «ne seraient pas dans l'intérêt de la Suisse» et mise sur la poursuite des négociations. A Washington, les ministres ont présenté «une offre améliorée». L'achat des avions américains F-35 n'est pas remis en question.

«J'ai défendu les intérêts de la Suisse»

KARIN KELLER-SUTTER, PRÉSIDENTE DE LA CONFÉDÉRATION

Désormais, et pour une durée indéterminée, près de 60% des importations de biens suisses sont touchés par de nouveaux droits de douane. Les secteurs principalement concernés sont l'horlogerie, les machines, les appareils médicaux et certains produits alimentaires. Les exceptions pour les produits pharmaceutiques et chimiques, ainsi que «certaines lignes d'or», sont maintenues, a précisé Guy Parmelin, chargé du Département de l'économie (DEFER).

Pour aider les entreprises à traverser cette période, le Conseil fédéral donnera suite à l'initiative

parlementaire demandant de prolonger les indemnités pour réduction d'horaires de travail (RHT) de 18 à 24 mois. Des mesures seront prises pour «décharger les entreprises». Malgré tout, «des suppressions d'emplois ne peuvent pas être exclues», a-t-il regretté.

Le Conseil fédéral soudé derrière Karin Keller-Sutter

Au moment des questions, alors que des critiques étaient formulées à l'encontre de Karin Keller-Sutter, Guy Parmelin a pris sa défense. «Le Conseil fédéral gagne ou perd ensemble. Il est facile de faire des reproches à la présidente. N'importe qui serait arrivé au même résultat. Nous prenons acte et remettons l'ouvrage sur le métier.» A propos de l'échange téléphonique qu'elle a eu avec Donald Trump la veille de l'annonce des taxes, Karin Keller-Sutter a précisé: «Je l'ai beaucoup écouté, mais je ne pouvais pas laisser dire que les Etats-Unis accusent un déficit d'environ 40 milliards, et c'est une affirmation qu'il a mentionnée à plusieurs reprises. J'ai défendu les intérêts de la Suisse.»

Quant aux leviers à la disposition de la Suisse pour négocier, la présidente a souligné que la Confédération proposera une offre qu'elle pourra tenir: «Nous

voulons rester un partenaire fiable et garder nos valeurs.» Les ministres ont essayé des critiques, notamment d'avoir été «trop confiants» face à la déclaration d'intention négociée avec l'administration américaine,

mais rejetée par Donald Trump. «Nous avons négocié de longs mois, rappelle Guy Parmelin. A la fin, c'est le président qui décide. Il n'y a eu aucun signe avant-coureur qu'il jugerait la proposition insuffisante. Peut-être avons-nous sous-estimé cet aspect.»

Les partis politiques ont réagi à coups de communiqués. Pour l'UDC, ces négociations sont un désaveu pour le Conseil fédéral, qui aurait trop souvent «négli



«Il faut un soutien beaucoup plus fort aux entreprises»

MESURES Genève a exporté pour 3,5 milliards de francs vers les Etats-Unis en 2024. Quel impact auront les 39% de droits de douane? Comment soutenir les entreprises? La conseillère d'Etat genevoise Delphine Bachmann détaille ses propositions

PROPOS REÇUEILLIS PAR FRÉDÉRIC JULIARD

Des montres, de la chimie, mais aussi des bijoux et de l'électronique: les Etats-Unis sont devenus en 2024 la première destination des exportations genevoises, avec 3,5 milliards de francs. Les taxes douanières vont frapper directement des secteurs clés. Que peut faire le canton? Cheffe du Département de l'économie et de l'emploi, Delphine Bachmann répond.

Etes-vous inquiète pour l'économie genevoise et suisse? Les Etats-Unis mènent de front deux combats qui ont un impact majeur pour la Suisse: celui contre les déficits commerciaux, et celui contre les prix pratiqués par l'industrie pharmaceutique. Donald Trump estime que le déficit commercial avec la Suisse est injuste, et a donc décidé unilatéralement d'appliquer 39% de droits de douane. Nous devons acter le fait que les règles du jeu ont changé. Les méthodes et les règles habituelles du commerce international ne s'appliquent plus dans nos relations avec les Etats-Unis. Je suis évidemment préoccupée, mais je reste persuadée que la diversité de notre économie, en termes de secteurs et de tailles



«Nous devons acter le fait que les règles du jeu ont changé»

d'entreprises, nous permettra de trouver des solutions.

Quels secteurs vont être particulièrement touchés? Nous ne sommes pas les plus touchés de Suisse, mais Genève a exporté pour 3,5 milliards de francs aux Etats-Unis l'an dernier, soit à peu près 15% de toutes les exportations du canton. Les secteurs particulièrement concernés sont l'horlogerie, avec 2,4 milliards de francs d'exportations aux Etats-Unis, la bijouterie avec plus de 700 millions, et dans une moindre mesure la chimie. Il faut y ajouter toutes les chaînes de sous-traitance et de production industrielle.

Quels pourraient être les effets sur l'emploi? Les négociations avec Washington vont

se poursuivre, à en croire le Conseil fédéral, il est donc difficile d'évaluer les effets aujourd'hui. Mais pour le secteur industriel, le choc est rude. Nous travaillons avec les faïtières et les milieux économiques pour faire face ensemble.

Peut-on craindre des délocalisations vers les Etats-Unis ou vers l'Union européenne, qui a obtenu un taux de 15%? Évidemment, avoir 39% contre 15% n'est pas une bonne nouvelle, mais nous pouvons prendre des mesures pour atténuer les risques de délocalisation. Par ailleurs, un certain nombre d'entreprises touchées produisent du Swiss Made et ne peuvent donc pas délocaliser.

Quelles mesures pouvez-vous prendre rapidement? Nous n'avons pas attendu le choc des droits de douane pour agir. Je rappelle depuis ma prise de fonction la nécessité d'avoir une vraie politique de soutien au secteur industriel et plus largement aux entreprises. La crise actuelle peut aussi représenter une opportunité, pas seulement pour sauver des entreprises, mais pour les aider à se transformer. Dans l'immédiat, les RHT [réduction de l'horraire de travail, ndlr] peuvent aider à conserver des emplois, mais ça ne suffira pas. On devrait assouplir ce mécanisme, comme l'a proposé Vincent Maitre au parlement fédéral, pour qu'il puisse être utilisé pour la recherche et le développement, pas seulement dans la production. Les problèmes ont changé, l'économie a changé. L'action politique ne doit plus être guidée par des logiques administratives; elle devrait désormais s'inspirer d'une

approche entrepreneuriale capable de répondre aux défis de notre économie.

Que peut faire le canton à moyen terme? Nous devons poursuivre notre politique de soutien à l'innovation et à l'économie numérique. En investissant dans le numérique, nous allons réduire notre dépendance à l'égard de la technologie américaine. Cet argent est mieux dépensé pour développer localement notre propre industrie technologique et de services.

Nous nous efforçons aussi de limiter les régulations, d'alléger la charge administrative. Concernant les droits de douane, il devient urgent de renforcer nos liens avec l'Union européenne. Nous travaillons aussi à identifier, avec les secteurs concernés, de nouveaux pays à fort potentiel pour nos exportations.

Qu'attendez-vous de la Confédération? J'attends qu'elle apporte, comme nous le faisons au niveau cantonal, un soutien aux entreprises beaucoup plus concret et beaucoup plus fort. Je vous donne une comparaison: lorsqu'on investit dans la transition énergétique, il ne faut pas juste aider les gens à payer leurs factures pour chauffer une maison très mal isolée. Il faut les aider à isoler la maison. C'est la même chose avec l'économie: il faut accélérer la transition des modèles. A Genève, nous avons doublé les investissements dans des projets d'innovation. Il n'y a rien de tel au niveau de la Confédération. La Suisse a fondé son dynamisme sur le libre-échange, mais cela ne suffit plus. Il faut un soutien intérieur beaucoup plus important. C'est un changement de paradigme. ■

C'est au tour de la

NÉGOCIATIONS Dirigée par l'ambassadeur Gabriel Lüchinger, la «structure de pilotage» créée pour gérer les relations avec les Etats-Unis est à la manœuvre pour tenter d'infléchir Donald Trump

FRÉDÉRIC KOLLER

Si Karin Keller-Sutter et Guy Parmelin ont fait un aller-retour infructueux à Washington, une équipe de hauts fonctionnaires de la Confédération est restée aux Etats-Unis. Il s'agit des membres de la «structure de pilotage» des relations Suisse-Etats-Unis. Cette task force, créée dans l'urgence début avril en réponse à la menace de Donald Trump d'imposer des taxes douanières de 31%, fait désormais figure de principal outil de négociation avec l'administration américaine.

Invisible jusqu'ici, cette task force a pourtant un visage en la personne de l'ambassadeur Gabriel Lüchinger, l'envoyé spécial du Conseil fédéral. A l'inverse d'un Thomas Borer, diplomate flamboyant qui animait la task force du Conseil fédéral à la fin des années 1990 en réponse à la crise des «fonds en déchéance», l'ancien secrétaire général de l'UDC passerait presque pour l'homme invisible. Il ne donne aucun entretien à la presse et n'apparaît jamais au premier plan. On lui attribue pourtant le succès du sommet pour la paix au Bürgenstock, l'an dernier, et un solide carnet d'adresses.

Après la rencontre avec Marco Rubio, le secrétaire d'Etat américain, Gabriel Lüchinger et son «groupe restreint» sont restés à Washington pour tenter d'ouvrir



«En tant qu'entrepreneur, c'est maintenant que je dois agir»

ADAPTATION La société bernoise Ypsomed esquisse déjà sa parade aux droits de douane. Son directeur, Simon Michel, conseiller national PLR, s'attend à une période sombre que la Suisse pourrait utiliser à son avantage

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉTIENNE MEYER-VACHERAND



«Je ne crois pas que ces taxes disparaîtront durant les huit prochaines années»

Cela signifie que vous allez baisser vos investissements en Suisse? La transformation de notre empreinte industrielle en Suisse a commencé en 2015 quand la Banque nationale suisse a décidé de découpler l'euro et le franc. En dix ans, nous avons eu le covid, la guerre en Ukraine qui a fait exploser les coûts de l'énergie, l'initiative de l'UDC sur la Suisse à 10 millions... La politique de Donald Trump s'ajoute à tout cela. Avec ces éléments combinés, nous investissons naturellement moins en Suisse. Dans les quatre prochaines années, nous avons prévu de dépenser 1,5 milliard de francs dans l'infrastructure, mais seulement un sixième est destiné à la Suisse.

INTERVIEW

Mais que peuvent faire les petites entreprises qui ont moins de moyens?

Des entreprises du Jura actives dans le domaine du décolletage, par exemple, pourraient imaginer s'unir pour ouvrir un site de production commun aux Etats-Unis. Ce que je décris peut sembler terrible, mais la situation pourrait ne pas être intéressante pour la Suisse. Parce que la Recherche & Développement et l'innovation continue de se faire ici. Si vous ne faites «que» produire aux Etats-Unis, vous pouvez rapatrier les bénéfices et payer vos impôts en Suisse. Cela fera mal, car beaucoup de gens vont perdre leur emploi. Nous devons essayer de former ces personnes à des emplois plus qualifiés et techniques. Ce n'est pas ce que je prône, mais j'essaie de trouver un peu de positif dans tout ce désordre. Bien entendu, tout peut encore changer dans quelques semaines, dans un mois, dans six... Mais je ne crois pas que ces taxes disparaîtront durant les huit prochaines années, elles baisseront peut-être. En tant qu'entrepreneur, c'est maintenant que je dois agir. ■

les relations avec les Etats-Unis. Le parti milite pour de nouveaux accords de libre-échange, la suppression des réglementations, et surtout, ne pas s'associer à l'Union européenne. Le PLR appelle à mettre fin aux «que-

relles politiques», à suspendre l'impôt minimum de l'OCDE et à poursuivre les négociations. A gauche, la présidente des Vert·e·s, Lisa Mazzone, estime que la stratégie de Karin Keller-Sutter «de faire des cour-

bettes et de faire cavalier seul face à Trump est un échec cuisant». Elle défend l'instauration d'une taxe numérique pour les groupes de la tech et propose de renoncer à l'achat des F-35. ■
COLLABORATION: ANNICK CHEVILLOT

task force d'agir

d'autres portes. Les secrétaires d'Etat Hélène Budliger Artieda, pour l'économie (Seco), et Daniela Stoffel, pour les finances, ont pour principaux interlocuteurs au sein du gouvernement américain Jamieson Greer, représentant américain au Commerce, Scott Bessent, secrétaire au Trésor, et Howard Lutnick, secrétaire au Commerce. A elles de convaincre que les «nouvelles propositions» du Conseil fédéral sur le plan économique sont de nature à faire changer d'avis le locataire de la Maison-Blanche.

Il n'y a pas de date de retour arrêtée pour les membres de la task force

Egalement membre de ce «groupe restreint», le secrétaire d'Etat Alexandre Fasel n'a pas fait le déplacement. C'est Gabriel Lüchinger qui représente le Département fédéral des affaires étrangères. A lui de faire remonter sur le haut de la pile les avantages des bons offices de la Suisse. La Suisse est la représentante des intérêts américains en Iran et reste disponible pour une reprise du dialogue entre Washington et Téhéran. Sur ce terrain, la situation semble pour l'heure gelée. Le dossier ukrainien est une autre carte à jouer pour la Suisse, qui présidera l'OSCE l'an prochain. Une échéance un peu lointaine pour le président américain, qui pourrait rencontrer Vladimir

Poutine ces «prochains jours» aux Emirats arabes unis, selon Moscou. Berne peut toutefois réitérer sa disponibilité pour une conférence plus large, incluant l'Ukraine, sur sol suisse.

Discussion sur la défense

Mais c'est sur un autre plan que les discussions semblent se mener. Dans sa communication de trois lignes sur la rencontre entre la présidente de la Confédération et son vice-président avec Marco Rubio, le Département d'Etat américain évoque son «attachement au renforcement bilatéral en matière de coopération de défense». Berne vient d'annoncer que la livraison des systèmes de défense antimissile Patriot était suspendue sine die en raison de la priorité accordée par Washington à l'Ukraine. L'augmentation des coûts d'achat de 36 F-35A provoque le mécontentement en Suisse. Par ailleurs, les affaires compensatoires en Suisse du constructeur, Lockheed Martin, pourraient aussi être l'objet d'un «malentendu» selon les termes du Conseil fédéral.

En conférence de presse, hier, Karin Keller-Sutter a indiqué avoir signifié à ses interlocuteurs qu'il était inadmissible que la Suisse se retrouve sans défense aérienne, ajoutant qu'il était important de préserver une industrie d'armement sur sol helvétique. De nouveaux contrats d'armement, ou la renégociation de ceux existants, font-ils partie de l'équation pour diminuer les taxes américaines? A Berne, on indique simplement qu'il n'y a pas de date de retour arrêtée pour les membres de la task force. ■

Comment les exportateurs encaissent les chocs

RÉSILIENCE Les entreprises suisses n'en sont pas à leur première crise. Elles ont toujours surpris par leur capacité d'adaptation. Tout en prévenant que celle-ci avait aussi des limites physiques

ALINE BASSIN

Et si les entreprises exportatrices suisses devaient leur excellence à la capacité d'adaptation qu'elles ont dû développer au fil des crises? Impossible à prouver, cette hypothèse est en tout cas régulièrement émise car les fabricants de machines, de garde-temps ou de chocolat n'en sont pas à leur premier choc depuis le début du siècle, qui a d'ailleurs commencé par l'explosion de la bulle internet puis les attentats du 11 septembre 2001. L'industrie d'exportation a vécu par la suite trois grosses mises à l'épreuve qui n'ont rien à envier au coup de massue que représentent pour elles les droits de douane de 39% imposés par les Etats-Unis. Voici comment elles les encaissent, puis surmontées.

■ 2009: crise des subprimes

Evolution du PIB: -2,3%
Pic de chômage: 4,4% en décembre (taux de chômage au sens du Seco)

En 2008, l'administration américaine refuse de sauver la banque Lehmann Brothers, qui, à l'instar de tout le secteur, est frappée de plein fouet par l'explosion de la bulle des crédits immobiliers pourris. Cette décision provoque un effondrement des bourses qui va contaminer l'économie mondiale et la faire sombrer en 2009 dans une profonde récession.

En Suisse, malgré le recours aux RHT (réduction de l'horaire de travail), le chômage augmente rapidement. En janvier 2010, quelque 175 000 demandeurs d'emploi sont recensés par le Secrétariat d'Etat à l'économie (contre 128 000 un an plus tôt), un niveau qui ne sera plus jamais atteint par la suite. Si la consommation intérieure permet de limiter les dégâts, les entreprises exportatrices sont durement frappées, d'autant plus que dès 2011 la crise de la dette européenne provoque une appréciation spectaculaire du franc fort. Une situation qui pèse sur la compétitivité financière des entreprises livrant dans la zone euro.

■ 2015: fin du taux plancher

Evolution du PIB: 0,4%
Pic de chômage: 3,5% en décembre

Pour atténuer la force du franc, la Banque nationale suisse introduit en 2011 un taux plancher à 1,20 franc pour 1 euro et intervient sur le marché des changes pour l'assurer. Le 15 janvier 2015, elle prend tout le monde de court en annonçant y renoncer. Peu après cette décision, la Suisse entre dans l'ère des taux d'intérêt négatifs, un autre moyen de rendre le franc moins attractif.

Pour l'industrie suisse, la décision de la BNS représente un cataclysme. Trois mois après, l'euro vaut moins de 1,04 franc. Pour aider les PME à absorber le choc, le Conseil fédéral va lancer un programme de stabilisation. La Confédération prend en charge une partie de la contribution des entreprises retenues pour un projet d'innovation soutenu par Innosuisse,

l'agence fédérale pour l'innovation. De nombreuses sociétés vont également contrer le désavantage monétaire en montant en gamme et en se développant sur d'autres marchés, notamment la Chine, avec qui la Suisse a signé un accord de libre-échange, et les Etats-Unis, remis de la crise des subprimes.

■ 2020: pandémie de covid

Evolution du PIB: -2,8%
Chômage: 3,6% en décembre

Lorsque le nouveau coronavirus apparaît en Chine fin 2019, les entreprises ont en grande partie digéré la suppression du taux plancher et, pour beaucoup d'entre elles, su gagner en compétitivité. En mars 2020, l'économie mondiale est paralysée. Contrairement aux crises précédentes, elle est surtout victime d'un choc au niveau de l'offre puisque les entreprises sont entravées dans leur fonctionnement en raison de mesures sanitaires.

Une batterie de mesures est prise pour soutenir l'économie helvétique touchée très différemment que lors des crises précédentes: des sociétés de services sont frappées encore plus durement que les entreprises industrielles. Celles-ci se remettent au travail au fil de l'année en mettant en place des programmes de protection de leurs employés. Les craintes de récession durable sont dissipées en 2021, car la plupart des pays occidentaux ont su préserver le pouvoir d'achat de leur population. Conséquence: l'économie se trouve à l'inverse en situation de surchauffe et les entreprises font face à des problèmes d'approvisionnement et de recrutement. ■